

Département des affaires juridiques
Réf.: No M/MH/C/F/CJO/ANA/ME/93HMS/shr

Envoi par fax

Aux : - Membres du CIO
- Laboratoires accrédités de l'AMA
- Membres de la commission médicale du CIO
- Membres honoraires du CIO
- Comités Nationaux Olympiques
- Agents médicaux de liaison des CNO
- Fédérations Internationales des sports d'été inscrits au programme olympique
- Comités d'organisation des Jeux Olympiques
- Agences nationales antidopage
- Agence Mondiale Antidopage
- Fédérations Internationales des sports d'hiver inscrits au programme olympique
CC :- Tribunal Arbitral du Sport

Lausanne, le 28 octobre 2011

Règlement concernant la participation aux Jeux Olympiques - Règle 45 de la Charte olympique

Chère Madame, Cher Monsieur,

Comme vous le savez sans doute déjà, le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) a récemment rendu une sentence arbitrale selon laquelle le "Règlement concernant la participation aux Jeux Olympiques - Règle 45 de la Charte olympique" n'est pas valable et est inapplicable (une copie de ce Règlement est jointe à titre de référence).

Compte tenu de la sentence arbitrale susmentionnée, le CIO abrogera ce Règlement, lequel ne s'appliquera dorénavant plus. Cela étant dit, le CIO entend revenir sur cette question dans le cadre de la prochaine révision du Code mondial antidopage en 2013.

Je vous prie de croire, chers collègues et amis, à l'assurance de ma considération distinguée,

Christophe De Kepper
Directeur général

PJ : ment.

REGLEMENT CONCERNANT LA PARTICIPATION AUX JEUX OLYMPIQUES

REGLE 45 DE LA CHARTE OLYMPIQUE (CO)

La commission exécutive du CIO, conformément à la règle 19.3.10 CO et en application de la règle 45 CO, édicte les règles suivantes concernant la participation aux Jeux Olympiques :

1. Toute personne qui a été sanctionnée d'une suspension de plus de six mois par n'importe quelle organisation antidopage pour toute violation de toute règle anti-dopage ne pourra participer, à quelque titre que ce soit, à l'édition des Jeux de l'Olympiade ni à celle des Jeux Olympiques d'hiver suivant la date d'expiration de la dite suspension.

2. Le présent règlement s'applique aux violations de toute règle antidopage ayant été commises dès le 1 juillet 2008. Il est notifié à toutes les Fédérations Internationales, à tous les Comités Nationaux Olympiques et à tous les Comités d'Organisation des Jeux Olympiques.

Athènes, le 27 juin 2008

Au nom de la Commission Exécutive

Jacques Rogge

Président

Urs Lacotte

Directeur Général